Déconfiture prévisible de l'unique centre de déradicalisation, mais les collabos s' obstinent dans la même voie …

écrit par Massilia | 30 juillet 2017
Du Figaro:

Ouvert par Manuel Valls il y a moins d'un an, ce centre expérimental, très contesté, a fermé ses portes.
Il n'accueillait plus aucun pensionnaire depuis six mois.

Et seuls neuf jeunes marginaux, au total, y avaient été hébergés au lieu des vingt-cinq prévus.

Controversé dès son ouverture, l'unique centre de déradicalisation en France ferme après moins d'un an d'existence.

L'expérience au château de Pontourny, en Indre-et-Loire, «ne s'est pas révélée concluante», a synthétisé le ministre de l'Intérieur Gérard Collomb.
Un «fiasco complet», avait asséné, dès février, le président de la commission des lois du Sénat, Philippe Bas, lors d'un rapport d'étape.

Ouvert en septembre 2016, ce centre de prévention, d'insertion et de citoyenneté (CPIC), situé à Beaumont-en-Véron, faisait l'objet de vives contestations de la part de la population locale, et peinait à recruter ses candidats qui devaient être «volontaires» à la déradicalisation.
Ce site pilote, ouvert par Manuel Valls, qui entendait le

décliner dans treize régions, visait à héberger des jeunes de 18 à 30 ans «en voie de radicalisation», et non pas des personnes condamnées pour faits graves, des fichés S ou des «revenants» de la zone irako-syrienne.

Mais, dès janvier, l'un des pensionnaires de 20 ans, impliqué dans une filière d'envoi de djihadistes en Syrie en 2013, avait été interpellé en Alsace dans le cadre d'un coup de filet antiterroriste.

Le mois suivant, la condamnation d'un autre pensionnaire à quatre mois de prison avec sursis, pour violences et apologie du terrorisme, sonnait le glas de cette première expérimentation.

Pour les riverains, c'est le «soulagement». «On ne peut être que satisfait de cette fermeture!, clame Michel Carrier, président de l'association « Radicalement digne » de Pontourny, collectif de riverains vent debout contre le projet depuis le premier jour.

« Mais qu'est-ce qu'ils vont nous mettre à la place?

Des mineurs isolés, des radicalisés, des sans-papiers?

On va encore se faire rouler dans la farine…»

La mission d'information «désendoctrinement, désembrigadement et réinsertion des djihadistes en Europe», présentée au Sénat mi-juillet, avait déjà demandé la fermeture du site, critiquant la «gabegie financière» de l'État: Pontourny avait «2,4 millions d'euros de coût de fonctionnement», une somme qui pourrait «servir à la mise en place d'appartements éducatifs» par exemple, rappelle l'une des rapporteurs, la sénatrice LR Catherine Troendlé.

«À l'œil nu, on a pu voir en visitant ce centre qu'il y avait plus de rhétorique que de réalisme, raconte sa collègue écologiste Esther Benbassa. On croit que la déradicalisation,

c’est un simple lavage de cerveau qu’on fait en enfermant les gens pendant trois mois! Aujourd’hui, ce qui marche, c’est un travail sur mesure, comme le font nos voisins européens.»

«Les difficultés tiennent aux limites du volontariat. Il y avait peu de candidats, car c’est contradictoire de se porter volontaire pour quitter une idéologie à laquelle on a adhéré volontairement»

Muriel Domenach, secrétaire générale du comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation (CIPDR)

Pour Muriel Domenach, secrétaire générale du comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation (CIPDR), qui pilotait cette expérimentation, «les difficultés tiennent aux limites du volontariat. Il y avait peu de candidats, car c’est contradictoire de se porter volontaire pour quitter une idéologie à laquelle on a adhéré volontairement!, souligne-t-elle.

Les critères restrictifs exigés par les élus locaux, visant à exclure toute personne ayant fait l’objet de condamnations pour violence ou de retour de théâtres d’opérations, ont également restreint le public».

Alors que, fin octobre 2016, près de 12 000 signalements avaient été faits par le biais du numéro gratuit «antidjihad» et des services de sécurité, selon le ministère de l’Intérieur, la fermeture de Pontourny ne signifie pas «l’abandon d’une politique de prise en charge des publics en voie de radicalisation dans des structures adaptées».

Muriel Domenach insiste: «Il ne faut pas occulter la réalité de la mobilisation en France qui progresse! Quelque 2 600 jeunes et 800 familles sont actuellement pris en charge sur l’ensemble du territoire par des éducateurs de rue, les maisons des adolescents, des psychologues.»

Tirant les leçons de cet échec, «le CIPDR va travailler sur des solutions alternatives avec les ministères de l'Intérieur et de la Justice», indique la secrétaire générale.

Le gouvernement annonce qu'il étudiera notamment la possibilité d'ouvrir des structures de petite taille pour y accueillir des individus sous main de justice (ne faisant l'objet que de simples décisions de contrôle judiciaire ou de sursis avec mise à l'épreuve).

http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2017/07/28/01016-20170728ARTFIG00296–pontourny-le-fiasco-de-la-deradicalisation.php